

# Les postiers arrachent l'augmentation des salaires

**Les postiers ont fini par arracher une augmentation de leur salaire de base de 30% étalée sur une année. Plusieurs primes ont été révisées et d'autres instaurées. C'est l'accord auquel sont parvenus, jeudi, le Conseil d'administration et le syndicat de l'entreprise.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** -Le groupe de travail installé le 30 mai dernier ne devait présenter des propositions en réponse aux préoccupations des postiers qu'en date du 24 juin prochain. Les choses se sont accélérées devant la détermination des postiers à ne pas reprendre le travail jusqu'à satisfaction de leurs doléances.

Ainsi les postiers, en grève depuis le 28 avril dernier, ont obtenu une augmentation de leur salaire de base de 30% étalée sur une année. La décision a été prise,

jeudi, lors d'une réunion regroupant le ministre de tutelle, la Fédération des travailleurs de la poste, le secrétaire national de l'UGTA chargé des conflits sociaux, le président du Conseil d'administration, le DG d'Algérie Poste et les cadres de l'entreprise.

L'accord salarial, conclu entre ces deux parties, prévoit une augmentation de 20 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain, une hausse de 5 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012 et une augmentation de 5 % le 1<sup>er</sup> juillet 2012. C'est ce qu'a expli-

qué un communiqué rendu public par le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication. Par ailleurs, toutes les primes existantes ont été revalorisées et d'autres instituées. La prime de transport est passée de 1 000 à 2 700 DA. La prime de panier est de 350 DA/ jour.

Le guichetier s'est vu attribuer une prime de 2 000 DA. Le caissier 2 500 DA et le caissier principal 4 000 DA. La prime du vérificateur est de 4 000 DA, idem pour celle d'exploitation et d'intervention. Pour les primes de responsabilité, le chef du bureau et de département touchera une prime de 2 000 DA. La prime de nuisance est augmentée de 50%. Le convoyeur et le chauffeur de trans-

port de fonds toucheront une prime de risque de 3 000 DA. Le comptable bénéficiera d'une prime de 2 500 DA et le comptable principal de 4 000 DA. L'indemnité d'expérience professionnelle (IEP) est passée de 64% à 68%.

Il a été également décidé d'attribuer des indemnités de zone selon le barème en vigueur et de revoir le dispositif de l'avancement horizontal, celui de la promotion, la révision de la nomenclature des postes de travail, l'avancement de deux caisses pour les agents ayant atteint l'âge de 55 ans et le repositionnement des personnels dans les fonctions réellement exercées. Par ailleurs, cette revalorisation salariale sera accompagnée par le lancement, par la direction généra-

le d'Algérie Poste, d'un plan de redressement «immédiat à l'effet de s'adapter aux objectifs économiques devant lui permettre d'améliorer ses performances, la diversification de ses produits et services et la rationalisation de ses dépenses».

Un dispositif permettant de quantifier et de valoriser le service public sera mis en place prochainement. Un processus de rémunération du service universel de la poste à travers un contrat plan sera également engagé, souligne le communiqué. L'entreprise promet également des conditions de travail convenables. Les postiers devront reprendre le travail dès aujourd'hui, après plus de deux semaines de mobilisation. **S. A.**

## INDUSTRIE BIOPHARMACEUTIQUE

# L'Algérie, un pôle régional en perspective

**L'Algérie est appelée à devenir un pôle régional de l'industrie biopharmaceutique, en collaboration avec les groupes pharmaceutiques américains.**

L'Algérie et les Etats-Unis ont signé, jeudi dernier, un protocole d'accord dans le domaine de la biotechnologie et de la production de médicaments. Contracté entre l'organisation des groupes pharmaceutiques américains PhRMA et les ministères algériens de la Santé et de l'Industrie, ce protocole, une lettre d'intention et d'engagement, prévoit la constitution d'un pôle industriel biopharmaceutique international.

Dans la mesure où le marché algérien, proche de l'Europe et de l'Afrique, s'avère porteur d'opportunités de partenariat, très attractif pour les onze firmes américaines qui ont participé au Forum santé Algérie-Etats-Unis 2011, organisé à Alger les mercredi et jeudi derniers.

Cette coopération vise à stimuler l'industrie, la recherche-développement et l'innovation pharmaceutiques en Algérie, ciblée comme une référence pour la région Afrique et Moyen-Orient, le prochain Singapour de la région. En ce sens, un pôle et un comité de pilotage élu seront mis en place rapidement à Sidi Abdallah (Zéralda), en vue de passer à la phase de montage des projets,

mobiliser les compétences scientifiques et entamer la production.

Rappelons dans ce contexte que l'Algérie importe presque les trois quarts de ses besoins en médicaments pour près de 2 milliards de dollars par an, avec des importations passées officielle-

ment de 500 millions de dollars en 2000 à 1,85 milliard de dollars en 2008.

Par conséquent, l'Algérie encourage le développement de la production domestique, en prévoyant d'interdire à l'importation 800 produits pharmaceutiques en 2012 contre 300 actuellement.

Quant aux entreprises de PhRMA dont les numéros un et

deux mondiaux de l'industrie pharmaceutique Pfizer et Merck, la facture consacrée à la recherche et au développement représentait plus de 49,4 milliards de dollars en 2010.

Par ailleurs, deux forums d'affaires algéro-américains sur les technologies de l'information et de la communication et les industries agroalimentaires seront organisés

en Algérie, courant troisième trimestre 2011, selon le président du Conseil d'affaires algéro-américain (USABC), Smail Chikhouné.

Les échanges entre l'Algérie et les Etats-Unis ont atteint près de 16 milliards de dollars en 2010, dont 13,7 milliards de dollars d'exportations algériennes et plus de 2,1 milliards de dollars d'importations. **C. B.**

## BOISSONS ET JUS DE FRUITS

# Les producteurs s'engagent sur un label de qualité

**Les producteurs de boissons et jus s'engagent sur la mise en place d'un label de qualité et la mise en place de clusters.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Jeudi dernier, l'Association des producteurs algériens de boissons (Apab) s'est réunie en assemblée générale ordinaire. Une filière en pleine expansion, avec un chiffre d'affaires à l'exportation de 28 millions de dollars en boissons et jus de fruits, voire une possibilité de pénétration des marchés extérieurs et développement de niches de marché intéressantes.

Toutefois, l'acte d'exportation n'est pas facilité, grevé par les surcoûts et autres coûts, les pertes de change et contraint par un délai de rapatriement fixé à 120 jours par la réglementation de la Banque

d'Algérie. «Il est plus facile d'importer que d'exporter», dira un membre de l'Apab lors d'une conférence de presse.

L'occasion pour les professionnels d'en appeler à alléger le dispositif régissant l'exportation, dans ses volets bancaire et portuaire, porter le délai de rapatriement à 180 jours, développer le guichet unique, améliorer la logistique. Ces difficultés, les producteurs de boissons les ont exposées au ministère du Commerce mais aussi au ministère des Finances.

En ce sens, le directeur général des Douanes a, selon le président de l'Apab, Ali Hamani, préconisé

récemment l'amélioration des conditions d'exportation.

D'autre part, les producteurs «bataillent dur», selon M. Hamani, en vue de revoir les dispositions douanières, fiscales et parafiscales (révision de la TVA à 7%, suppression de la TAP, allègement de la taxation des eaux embouteillées, ...), améliorer les conditions de régulation du marché, booster la filière industrielle agroalimentaire et développer, en concertation, la protection du consommateur. Malgré ce contexte, les membres de l'Apab s'engagent vers la mise en place d'un label de qualité des produits, en concertation avec le ministère du Commerce, et l'assistance de l'agence allemande de coopération technique GTZ.

A ce propos, le président de l'Apab a indiqué que tout est mis en œuvre pour concrétiser ce projet et lancer un appel d'offres public pour la sélection d'un organisme de certification. Ce label, un certificat de conformité des services et produits aux normes de qualité, ne sera pas délivré par l'Apab mais par cet organisme agréé et servira de référentiel pour les producteurs affiliés ou non à l'association.

Autre axe de développement, la mise en place de clusters, en collaboration avec des bailleurs étrangers dont l'Onudi. Il s'agit de fédérer les compétences, développer des synergies, améliorer la compétitivité et booster la formation, dans une zone géographique donnée et selon une thématique précise. **C. B.**

## LES ENTREPRENEURS DU BTPH DU CENTRE DU PAYS LE DISENT :

# «La bureaucratie et la corruption rendent incertaine la réussite du plan quinquennal»

**«Nous tenons à tirer la sonnette d'alarme : la bureaucratie étouffante et la corruption rendent incertaine la bonne exécution, et par conséquent, la réussite du plan quinquennal.» Dixit les présidents des Fédérations de Tizi-Ouzou, Boumerdès et Alger des entrepreneurs affiliés à l'UGEA.**

Il est, assurément, certain que «le cou-teau est arrivé, comme on le dit chez nous, à l'os» pour que les responsables de cette organisation, l'Union générale des entrepreneurs algériens, organisation réputée pour sa proximité du pouvoir, sortent de leur silence et fustigent ce même pouvoir. Enfonçant le clou, les présidents Bentoura de Boumerdès, Louna de Tizi-Ouzou et Bouchareb d'Alger assèment lors de la conférence de presse qu'ils ont conjointement animée ce jeudi à Boumerdès : «La bureaucratie est sciemment organisée de façon à rendre les entrepreneurs, tributaires de la corruption pour résoudre leurs problèmes et continuer à travailler.»

Des responsables, à plusieurs niveaux de l'administration et ayant un pouvoir décisionnel, soumettent des entrepreneurs, en particulier ceux activant dans le secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, au chantage de la bureaucratie pour les rançonner, peut-on ainsi décoder leurs propos.

Le président Bouchareb assimile, de son côté, cette bureaucratie à du sabotage de l'économie nationale. En matière d'entraves des activités des entrepreneurs, les trois conférenciers ne manquent pas de citer des exemples. Ils énumèrent, entre autres, les difficultés de financement, celles liées à l'obtention du certificat de qualification, l'émission et le retrait du cahier des charges, la passation des marchés publics, le favoritisme par rapport aux entreprises étrangères alors que ces dernières sous-traitent les projets par le biais des entrepreneurs algériens.

«Uniquement, dans nos trois wilayas, nous avons au minimum 200 entreprises algériennes qui ont les capacités chacune

de réaliser jusqu'à 1 000 logements par an. Par ailleurs, le ministre de l'Habitat a reconnu publiquement que 86% du précédent plan quinquennal (2005/2009, ndlr) a été réalisé par des entreprises algériennes. Dès lors, nous nous interrogeons pour savoir pourquoi les entreprises étrangères jouissent de privilèges en sachant qu'elles appliquent des prix exorbitants et qu'elles transfèrent leurs bénéfices dans des valises.»

Les conférenciers n'ont pas manqué de citer des exemples pour appuyer leurs propos et dénoncer particulièrement les entreprises chinoises qui se sucrent, disent-ils, impunément sur le dos du Trésor public. Pour preuve Bouchareb, le numéro 1 de la fédération de la capitale, se dit consterné voire suspicieux au sujet des prix facturés pour la réalisation de l'autoroute Est-Ouest. «Le kilomètre de l'autoroute, sous-traité par des entreprises algériennes, est facturé par les soumissionnaires étrangers à 10 fois le prix qu'ils ont payé aux sociétés algériennes», nous révélera-t-il, certain de ce qu'il avance.

Les représentants des entrepreneurs affiliés à l'UGEA ne se sont pas limités à fustiger les pouvoirs publics, ils proposent des solutions. Ces derniers soutiennent la formule partenariat public-privé (P3.) Plus concrètement, ils veulent des conditions plus souples pour l'obtention de la qualification, de la transparence dans l'attribution des marchés publics, le respect de la loi par les maîtres d'ouvrage.

«Lors de la décennie noire, alors que les agents de l'Etat refusaient d'aller dans certains endroits, nous étions présents sur le terrain pour reconstruire ce qui a été détruit. Maintenant qu'on peut faire mieux, on cherche à nous marginaliser. C'est incompréhensible», concluront les trois conférenciers qui se disent non concernés par la commission de Bensalah.

«Nous sommes des entrepreneurs, nous voulons travailler dans la sérénité et être payés. Nous laissons la politique aux politiciens.»

**Abachi L.**